

**Accord commercial avec le Canada
- CETA - Union européenne -
Climat - Entretien de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'État auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec «L'Opinion»
(Paris, 22 septembre 2017)**

Q - L'accord économique et commercial global (AECG ou CETA en anglais), signé par l'Union européenne et le Canada, est partiellement entré en vigueur jeudi.

Un rapport commandé par le Premier ministre sur l'impact en matière de santé et d'environnement du CETA s'est avéré très critique. Pour quelles raisons le gouvernement français est-il passé outre ?

R - Le gouvernement n'est pas passé outre, bien au contraire ! Il a lu, et moi le premier, le rapport avec attention. C'est un travail de grande qualité fait par une commission indépendante, comme s'y était engagé le président de la République. Engagement tenu ! Si le rapport a mis en évidence des points de vigilance et pointé des absences, notamment en matière climatique, il a aussi démontré que la capacité des États à réglementer restait intacte en matière environnementale et sanitaire. Les normes ne seront donc pas tirées vers le bas et l'accord ne modifie par exemple absolument pas les règles européennes en matière de mise sur le marché des OGM. Par ailleurs, la commission a insisté sur le fait que l'accord était «vivant» ; il prévoit la mise en place de 13 comités spécialisés et d'un forum de coopération réglementaire comme d'un forum de la société civile. La France sera vigilante et insistera sur la composition, le fonctionnement et la nécessaire transparence de ces instances qui permettront de faire converger vers le haut nos amis canadiens en matière de normes. Enfin, et ce n'est pas la moindre des choses, l'accord va permettre à 42 indications géographiques protégées (IGP) françaises - nos produits du terroir - d'être protégées sur le marché canadien. En outre, nombre de services et d'industries verront leur accès aux marchés canadiens facilité. Les PME françaises ont une belle carte à jouer compte tenu de la relation privilégiée, fondée sur une langue que nous partageons, avec le Canada.

Q - Allez-vous demander des modifications ?

R - La France va prendre l'initiative d'un plan d'action opérationnel pour accompagner la mise en oeuvre de l'accord. Et, avec Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de Nicolas Hulot, lors de la réunion du comité de suivi de la politique commerciale, nous avons proposé aux ONG, fédérations professionnelles, élus et parties prenantes d'y travailler ensemble. Ce plan d'actions opérationnel a vocation à reprendre et mettre en oeuvre bon nombre de recommandations de la commission présidée par Kathleen Schubert. Il s'articulera autour de trois volets ; une mise en oeuvre vigilante du CETA, comme je l'évoquais, sur les questions de convergence

réglementaire, avec des garde-fous pour garantir que, si un rapprochement des normes est envisagé, il tire bien vers le haut les normes, et que ce processus soit totalement transparent; des initiatives pour compenser le manque d'ambition climatique du CETA en lien avec nos partenaires européens et le Canada, pour progresser ensemble de manière concrète dans la mise en oeuvre de l'Accord de Paris (quand je vois l'adhésion suscitée, à l'Assemblée générale des Nations unies, par les propositions du président de la République, tant pour défendre l'accord que pour lancer le pacte mondial pour l'environnement, je suis optimiste); des propositions tirant la leçon de la méthode d'élaboration du CETA pour demander instamment à l'Union européenne de mieux associer les parties prenantes aux négociations commerciales et prendre en compte le développement durable dans les futurs accords commerciaux de l'Union européenne.

Q - Demeure en suspens la question sur le règlement des différends États investisseurs. La mouture actuelle vous convient-elle?

R - Depuis le lancement du projet d'accord, dès 2008, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, puis sa poursuite sous la présidence de François Hollande, y compris lorsque des Verts participaient au gouvernement, beaucoup de chemin a été accompli sur ce sujet. À l'initiative de la France, le dispositif de règlement des litiges a été fortement corrigé pour garantir son impartialité et sa neutralité et passer d'un système d'arbitrage à un vrai système juridictionnel permanent. Il convient par ailleurs de noter que ce volet de l'accord ne rentrera en vigueur qu'au terme du processus de ratification par les Parlements nationaux.

Q - L'Union européenne est sur le point de finaliser un accord de libre-échange avec le Japon. Le contenu vous convient-il?

R - L'accord de principe trouvé avec le Japon à l'occasion du sommet UE-Japon le 6 juillet est une très bonne nouvelle, notamment si l'on regarde les résultats obtenus en matière d'accès au marché agricole et d'accès aux marchés publics. Notre ambition est maintenant de nous entendre sur le volet investissement de cet accord, sur le modèle du Ceta et en intégrant les recommandations de la commission indépendante pour prendre mieux en compte les enjeux d'environnement.

Q - Si le partenariat transatlantique est enterré, Bruxelles a plusieurs négociations sur le feu (Mercosur, Nouvelle-Zélande, Australie...) alors que le commerce n'est pas un sujet très populaire. Allez-vous demander une pause?

R - Compte tenu du repli américain sur soi, l'UE et ses États membres ont une carte à jouer pour devenir un partenaire privilégié de nombreuses zones économiques dans le monde. Il faut donc aller de l'avant mais en ayant de hautes exigences. La France veut une politique commerciale européenne ambitieuse et efficace, qui protège nos intérêts et nos normes, qui se dote d'instruments de défense commerciale renforcés pour protéger nos industries et nos emplois, qui exige la réciprocité, dans tous les domaines. Je l'ai dit très clairement à Cecilia Malmström, la commissaire européenne en charge du commerce. Les négociations avec la Nouvelle-Zélande comme avec l'Australie sont d'ailleurs loin d'avoir débuté; les États européens doivent d'abord mandater la Commission pour cela. Nous n'y sommes pas encore. Nous serons dans toutes les hypothèses extrêmement vigilants quant à l'impact cumulé de ces

négociations sur certains secteurs, agricoles en particulier. Je suis en lien permanent avec de nombreux collègues ministres européens partageant ces préoccupations pour peser en ce sens./.